

PARTICIPANTS

Conseil mondial

Maryati Abdullah, Asie Pacifique (MA)
Ibrahima Sory Diallo, Afrique francophone (ID)
Suneeta Kaimal, Global Reach (SK)
Dupleix Kuenzop, Comité de Pilotage Afrique (DK)
Tur-Od Lkhagvajav, Eurasie (TL)
Jana Morgan, Amérique du Nord et Europe (JM)
Camilo Nhancale, Afrique anglophone (CN)
Simon Taylor, Global Reach (ST)

Secrétariat

Elisa Peter, Directrice Exécutive (EP)
Stéphanie Rochford, Directrice de la participation des membres (SR)
Asmara Klein, Coordinatrice des initiatives mondiales et de l'impact (AK)

Excusés

Sihem Bouazza, Moyen-Orient et Afrique du Nord (SB)
Aroa de la Fuente, liaison auprès du Conseil d'Administration/CM (AF)

Invités

Colleen King, NRG1 (CK)
Paul Maassen, OGP (PM)

1 RESUME DES ACTIONS CLES

Action	Responsabilité	Date limite
Faire circuler la déclaration sur les données libres, ainsi que la politique relative aux affectations de subventions et aux collectes conjointes de fonds parmi les membres du Conseil Mondial	SR	Fin novembre 2017
Créer un modeste fonds de réserve dans le budget de 2018 pour des besoins de protection urgents des militants	CJM	D'ici novembre 2017
Établir un groupe de travail pour proposer un processus électoral révisé pour la société civile siégeant au sein du conseil international de l'ITIE	EP & AK	Fin 2017

Action	Responsabilité	Date limite
Élaborer un plan de relève du Conseil d'Administration, en fonction des principes convenus de rotation (3 X 3)	EP/SR	D'ici avril 2018
Élaborer un projet de déclaration de PCQVP sur le changement climatique	ST	Fin octobre 2017
Inviter des conférenciers et des experts a la prochaine réunion du CM afin qu'ils donnent une présentation motivante	Secrétariat et membres du Conseil Mondial - veuillez fournir des suggestions ici	Prochaine réunion (avril 2018)
Identifier de nouveaux membres potentiels pour les sous-comités sur le changement climatique et l'espace civique	Secrétariat et membres du conseil mondial	Prochaine réunion (avril 2018)
Faire circuler une mise à jour écrite sur les défis régionaux/priorités pour l'Amérique latine et la région MENA	AF et SB	D'ici la fin d'octobre 2017
Examiner les priorités de l'OGP dans le programme de travail 2018	EP	Fin 2017
EPRM : encourager les membres de PCQVP intéressés par l'initiative de le soutenir activement	AK	D'ici décembre 2017
Définir un plan B pour l'assemblée mondiale 2019	Secrétariat	Fin 2017
Modifier le projet de cadre de gouvernance pour inclure des commentaires du CM	SR	Fin 2017
Concevoir et mener une évaluation de l'efficacité du CM et créer un cadre d'apprentissage	SR & EP	D'ici la prochaine réunion (avril 2018)

2 BIENVENUE

Les participants ont été accueillis à la réunion par le président, SK, qui a présenté l'ordre du jour et a proposé certaines modifications mineures qui ont été adoptées.

EP a examiné les actions clés de la réunion précédente, notant que trois des actions n'ont pas été finalisées (recherches sur le nombre optimal d'organes de gouvernance pour PCQVP ; obtention de financement pour travailler sur l'espace civique ; élaboration d'une déclaration sur le changement climatique). Les trois points seront abordés dans l'ordre du jour d'aujourd'hui. Toutes les autres actions sont finalisées.

EP a présenté une lecture résumant la réunion du Conseil d'Administration, y compris :

- L'approbation d'une nouvelle politique pour les dépenses des membres du Conseil Mondial et du Conseil d'Administration ; et une politique distincte pour les participants à des événements de PCQVP ;
- La proposition d'une approbation par le CM que le Conseil d'Administration se réunisse en personne deux fois seulement, ce qui permettra au Comité de Pilotage Afrique d'avoir une réunion conjointe avec le CM l'année prochaine
- Une recommandation d'aller de l'avant avec le choix d'un remplacement pour un membre suppléant du conseil de l'ITIE à la suite de la démission de Wendy Tyrrell, et aussi de tenir compte d'un processus révisé pour le processus de sélection du collège de la société civile à l'approche de l'administration des réélections du Conseil d'Administration de l'ITIE en 2019, et une suggestion qu'un groupe de travail poursuive l'élaboration d'une proposition solide. SK a proposé que le sous-comité en charge de la gouvernance puisse être impliqué dans l'examen et l'élaboration de ce processus.
- En avril, le CM a approuvé un changement du mandat du Conseil d'Administration, le portant à deux mandats de quatre ans. Après mure réflexion, le Conseil d'Administration propose que le mandat consiste en fait en trois mandats de trois ans, pour le maintien d'un processus échelonné entre les élections du CA et celles du CM, ainsi qu'assurer la continuité et maintenir une expertise sur une plus longue période de temps, ce qui est important pour une jeune organisation. Il n'y a pas eu d'objection à la proposition révisée de la rotation au sein du Conseil d'Administration. SK a noté l'importance de la planification de la relève par les membres actuels du Conseil d'Administration ; et d'être conscients que le processus de rotation à long terme devrait être approuvé.

EP a noté que le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration sera diffusé et publié en ligne comme d'habitude.

3 EXAMEN DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2017 DE PCQVP JUSQU'À CE JOUR

SR a présenté le programme de travail du Secrétariat de PCQVP ainsi que les priorités en cours. Les principales réalisations programmatiques : des progrès dans l'obtention de fonds pour travailler sur la sexospécificité ; publication avec PCQVP Canada d'un rapport majeur sur les industries extractives et les taxes ([les nombreuses façons de perdre un milliard](#)) ; et le lancement de la 2e année du programme des extracteurs de données. Des conférences régionales PCQVP ont été tenues avec succès en Afrique et en Eurasie et ont donné l'occasion aux membres de définir les priorités stratégiques, de partager des connaissances et de renouveler les organes de gouvernance régionale (élection d'un nouveau Comité de Pilotage Afrique). Le Secrétariat de PCQVP assistera à la prochaine réunion du Conseil International de l'ITIE, organisera un atelier d'extracteurs de données au Nigeria, soutiendra PCQVP Afrique du Sud dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie et l'établissement de relations avec les principaux intervenants en Afrique de l'Ouest francophone pour accumuler une expertise sur la question du genre avant la fin de

l'année. La production du guide de l'ITIE pour la société civile a été retardée, mais il sera publié l'année prochaine.

Il a été noté que la création d'un poste de coordonnateur pour l'Afrique centrale serait importante pour les coalitions dans cette région. Cette question sera abordée avec le Comité de Pilotage Afrique. NRG1 et le Secrétariat de PCQVP ont été encouragés à coordonner plus étroitement leurs plans et projets.

4 MISES A JOUR DES SOUS-COMITES

- **Changement climatique**

ST a présenté une mise à jour sur le travail du sous-comité en charge du changement climatique. Bien que le sous-comité n'ait pas encore rédigé un document de prise de position PCQVP sur le changement climatique, ce sera une priorité dans les mois à venir, avec un accent particulier sur les implications de l'accord de la CCNUCC de Paris sur la demande mondiale de combustibles fossiles, et à son tour, la viabilité financière de nouveaux projets d'extraction d'envergure. PWYP Philippines organise un événement parallèle lors de la prochaine réunion du Conseil d'Administration de l'ITIE sur la transparence et le changement climatique.

- **Espace civique**

TL a indiqué que le sous-comité sur l'espace civique a besoin de réévaluer son rôle s'agissant de servir comme un mécanisme de réaction rapide et/ou d'occuper un rôle de leadership éclairé sur les questions liées aux menaces rencontrées par les membres de PCQVP. Des experts peuvent être invités à rejoindre le sous-comité et les relations avec les organisations de défense des droits de l'Homme (telles que Frontline Defenders), les Rapporteurs Spéciaux des Nations Unies et l'OGP seront renforcées. L'initiative récente du Parlement européen de procéder à un jumelage avec des militants africains menacés a été mentionnée comme une approche, dans laquelle PCQVP pourrait s'impliquer.

Le Secrétariat a été prié d'identifier d'éventuels nouveaux membres du sous-comité parmi les membres de PCQVP et les coalitions pour la diversité et pour dynamiser les comités travaillant sur le changement climatique et l'espace civique.

5 PROCEDURE DE NOMINATION A L'ITIE

EP a apporté une mise à jour sur l'évolution récente au Royaume-Uni. EP a en outre informé le CM au sujet du processus en cours pour combler un siège destiné aux OSC qui est devenu vacant au sein du Conseil d'Administration de l'ITIE, et à propos des options pour assurer l'efficacité du processus de mise en candidature pour les OSC jusqu'à la conférence 2019 de l'ITIE. Le Conseil d'Administration a discuté de ces questions lors de sa réunion et recommandé ce qui suit au CM : poursuivre l'actuel processus de mise en candidature ; et réviser les lignes directrices destinées aux collèges, y compris la possibilité d'autoriser un tiers pour faciliter la procédure de mise en candidature de la société civile.

Le Conseil Mondial a convenu de modifier le processus de mise en candidature/sélection afin de soulager le Secrétariat de PCQVP d'une tâche chronophage et de lui permettre de se concentrer sur des interventions plus stratégiques, tant que le nouveau système est robuste et défend les principes fondamentaux de l'auto sélection par les collègues. Le Secrétariat de PCQVP étudiera la possibilité d'utiliser un tiers pour faciliter le processus de mise en candidature et de sélection.

6 LES DEFIS ET LES POSSIBILITES STRATEGIQUES POUR PCQVP PAR REGION

Le président a invité les représentants régionaux au sein du CM à partager un défi clé et un succès de leurs régions respectives.

Amérique du Nord/Europe (JM) : on remarque un rejet au niveau mondial de l'ordre du jour relatif à la transparence et la reddition des comptes. La protection de normes élevées est essentielle aux divulgations obligatoires aux États-Unis, dans le Royaume-Uni et dans l'UE. Les coalitions PCQVP dans la région ont joué un rôle déterminant dans l'utilisation des données dans l'ITIE et des rapports de divulgation obligatoire. De nombreux rapports publiés par PCQVP au cours de la dernière année ont attiré l'attention des médias, des gouvernements et de l'industrie.

Eurasie (TL) : il y a une atteinte à l'espace civique dans la région, illustrée par exemple par le fait que l'Azerbaïdjan a décidé de quitter l'ITIE pour des raisons liées au protocole relatif à la participation de la société civile. Les coalitions ont besoin d'être renforcées pour présenter un front uni, par exemple dans le Kazakhstan, dans le contexte d'une diminution des fonds disponibles pour les programmes de redevabilité/transparence dans le secteur extractif de nombreux pays. La Mongolie tente une validation en vertu de la nouvelle norme et il existe une évolution positive en Ukraine, notamment liée au registre sur la propriété réelle.

Mondial (ST et CK) : au Royaume-Uni, la coalition étudie les moyens de promouvoir la divulgation des risques financiers liés au climat pour les sociétés d'extraction dans le cadre de l'examen de la législation sur la divulgation obligatoire au Royaume-Uni. L'examen de la législation de l'UE sera un axe important de l'année prochaine. OPL 245 au Nigeria demeure une priorité pour Global Witness. NRG1 a noté qu'elle a lancé cette année la nouvelle version de son indice de gouvernance des ressources couvrant 166 pays, mettant en évidence l'écart entre le droit et la pratique de la gouvernance de l'industrie extractive.

Afrique (DK) : les coalitions sur le continent sont désireuses de s'assurer que les priorités régionales et mondiales soient bien alignées et se renforcent mutuellement. La communication reste un défi, y compris pour le Comité de Pilotage Afrique. Plusieurs gouvernements ne font pas preuve d'un attachement suffisant aux valeurs et principes de l'ITIE et la progression au sujet de la propriété réelle ou de l'espace civique sera difficile. Les opportunités comprennent le processus de l'ordre du jour 2063 de l'UA ainsi que la mise en œuvre de la Vision minière africaine (VMA). Les processus de réforme législative au niveau national ou sous régional, ainsi que l'intérêt des parlementaires pour la bonne gouvernance, offrent

Extraire La Vérité

également un certain nombre de leviers pour améliorer les codes d'exploitation minière/pétrolière. La faiblesse des capacités, la mauvaise gouvernance et la planification limitée de la relève chez les coalitions, ainsi que des difficultés à mobiliser l'engagement au sujet des priorités du plaidoyer restent un défi. ID a remarqué l'ambition de créer un groupe consultatif parmi les leaders de la campagne qui ont récemment quitté leurs postes de direction au sein de PCQVP. Il a également fait observer que la mise en œuvre de l'ITIE progresse bien dans la plupart des pays de la région.

Asie du Sud-est (MA) : Les Philippines ont subi avec succès la validation et l'Indonésie teste la divulgation des transactions de matières premières. TI Australie vient de publier son rapport sur les conclusions d'une étude d'un an sur les risques de corruption lors de l'octroi de permis d'exploitation minière. La coordination régionale est un défi permanent dans la région. Un certain nombre de pays sont impliqués dans l'OGP (Australie, Indonésie et Philippines), tandis que l'ITIE reste une plateforme importante pour tous les membres de PCQVP, y compris en PNG. MA a souligné la difficulté d'impliquer l'ANASE en raison de défis au sein de cette instance qui limitent son efficacité. ST a noté le déclin rapide de l'espace civique au Cambodge. MA a fait remarquer que le Timor Leste a manifesté son intérêt pour devenir une coalition PCQVP.

SK a noté que certaines discussions ont eu lieu au sujet de qui les représentants mondiaux devraient consulter en tant que leurs « collègues ». Les propositions comprennent l'obligation pour les représentants mondiaux de consulter les principaux donateurs au sujet de leurs priorités stratégiques et, éventuellement, d'établir des liens avec d'autres initiatives multipartites, par exemple OGP et l'Open Contracting Partnership. MA a proposé que la mise à jour régionale soit le premier point de l'ordre du jour des réunions du CM et de prévoir du temps pour discuter de la collecte de fonds.

7 PROJET DES PRIORITES DU SECRETARIAT PCQVP POUR 2018

EP a présenté les priorités actuellement identifiées par le Secrétariat de PCQVP et a rappelé l'importance d'obtenir la rétroaction des membres du CM afin de s'assurer que ces priorités de travail soient en phase avec les besoins de nos membres sur le terrain.

Les priorités reposent sur le plan d'affaires 2016-2018 et sont organisées autour de quatre piliers :

- **ITIE** : Le résultat attendu pour 2018 est que la société civile devienne plus stratégique dans son engagement avec et dans son utilisation de l'ITIE. Certains des résultats attendus comprennent un soutien efficace à la société civile dans les pays de mise en œuvre, une version révisée du processus de mise en candidature pour le Conseil d'Administration de l'ITIE et l'élaboration d'une approche sensible au genre pour la mise en œuvre nationale de l'ITIE au Sénégal, en Guinée et au Burkina Faso. Deux nouveaux membres se joindront au Secrétariat pour accroître sa capacité à appuyer l'engagement de nos membres dans l'ITIE.
- **Divulgation obligatoire** : Le résultat escompté pour 2018 est que les principaux intervenants protègent, améliorent et promeuvent l'obligation de divulgation des données d'extraction aux États-Unis, dans l'UE, en Inde, en Afrique du Sud et en Australie. Les résultats escomptés comprennent un manifeste sur la divulgation obligatoire du parti travailliste en Australie, des avis

clairs et convaincants issus de l'examen par l'UE des directives comptable et de transparence ainsi que l'adoption de la « charte » sur la divulgation obligatoire par les membres de PCQVP en Inde.

- **Utilisation des données :** Le résultat attendu en 2018 est que PCQVP adopte une approche stratégique pour son travail sur les données, y compris la façon dont les gouvernements utilisent les revenus des industries extractives. Les extraits prévus comprennent la publication d'études de cas produites par les extracteurs de données, l'adoption d'une stratégie de données PCQVP et une évaluation du projet des extracteurs de données.
- **Lois et politiques :** Le résultat attendu pour 2018 est que la société civile favorise une collecte plus efficace, transparente et redevable des revenus extractifs par les gouvernements, y compris par la publication d'accords d'extraction. Les résultats attendus incluent l'adoption par le CPA d'une stratégie d'engagement de haut niveau avec les organes régionaux et sous régionaux sur le continent africain, tirant parti du rapport « De nombreuses façons de perdre un milliard » sur la fiscalité et le secteur extractif ainsi que l'implication de PCQVP dans l'appel en faveur de la transparence des contrats dans plusieurs pays africains.

En outre, le Secrétariat continuera de travailler sur le renforcement institutionnel. Il s'agit d'assurer que le Secrétariat et les coalitions nationales fonctionnent efficacement et développent une vision convaincante pour la période 2020-2025 ainsi que d'adopter une approche plus systématique de suivi, d'évaluation et d'apprentissage.

Les participants ont souligné la nécessité pour la stratégie de communication de PCQVP de renforcer les messages de plaidoyer des coalitions ; de placer l'accent du plaidoyer sur la divulgation de la propriété réelle ; et l'élargissement de la coalition mondiale PCQVP. SK a souligné la position unique de PCQVP pour continuer à faire avancer l'ordre du jour de l'espace civique et en particulier d'aider à s'interroger sur le rôle de la consultation de la société civile dans le contexte de l'intégration de l'ITIE. Sur la divulgation obligatoire, SK a noté les objectifs ambitieux pour ce pilier et a également demandé que le Secrétariat tienne compte de la possibilité de désengagement de certains de nos membres sur cette question. Elle a également appuyé la suggestion de DK d'inclure les enseignements tirés de 2017 lors de la diffusion du plan de travail 2018.

8 PRIORITES DE PCQVP ET D'OGP POUR L'ACTION COMMUNE EN 2018

Paul Maassen, directeur de l'engagement de la société civile à l'unité de soutien de l'OGP, a donné un bref exposé sur les possibilités de collaboration entre PCQVP et OGP. Il a souligné les réussites antérieures, telles que les coalitions PCQVP au Royaume-Uni, en Tunisie et en Australie utilisant l'OGP afin de faire pression pour la mise en œuvre de l'ITIE. Il a partagé les trois priorités de l'OGP dans les années à venir : des engagements plus ambitieux ; la mise en œuvre de ces engagements ; et la participation significative de la société civile dans les processus nationaux de l'OGP.

PMI a noté que la Tanzanie et la Turquie ont quitté l'initiative de l'OGP ; le Kirghizistan est un nouveau membre. L'espace civique demeure une priorité de l'OGP, et le comité de pilotage a adopté récemment

une nouvelle série de critères (un « contrôle de valeur ») pour l'espace civique. Le prochain sommet mondial de l'OGP sera accueilli par la Géorgie à la mi-2018. Le groupe de travail sur les industries extractives sera bientôt fermé, mais produira quatre études de cas (le Nigeria, la Tunisie, le Mexique et le Pérou) pouvant servir de matériel d'apprentissage précieux. Environ 35 pays élaboreront de nouveaux plans d'action en 2018 et les membres de PCQVP ont été encouragés à saisir ces occasions pour faire progresser les engagements connexes à la gouvernance des ressources naturelles.

Une conversation a suivi sur l'absence de représentation des pays de l'Afrique francophone dans l'OGP et le manque de capacité et/ou de volonté politique de favoriser un véritable dialogue avec le public et l'engagement des citoyens dans certains de ces pays.

9 QUEL ROLE POUR PCQVP DANS LE PARTENARIAT EUROPEEN POUR UN SECTEUR MINIER RESPONSABLE (EPRM) ?

AK a présenté le mandat, la structure et les priorités de l'EPRM, cherchant à obtenir des commentaires du Conseil Mondial sur le rôle que PCQVP pourrait jouer pour soutenir cette initiative multipartite sur la transparence de la chaîne d'approvisionnement en minéraux (avec un accent particulier sur la RDC, l'Indonésie et la Colombie). Une question a été posée en ce qui concerne l'intérêt et la capacité des membres de PCQVP (plutôt que du Secrétariat de PCQVP) à s'engager avec et à appuyer l'EPRM. L'importance du contrôle de l'adhésion institutionnelle du Conseil d'Administration de l'EPRM a été notée, pour s'assurer de l'initiative demeure crédible. La recommandation du Conseil Mondial est que le Secrétariat continue à s'engager avec l'initiative, mettant plus l'accent sur le, et tirant parti du leadership des membres de PCQVP en RDC et en Indonésie pour favoriser une contribution active. Une fois que l'intérêt des membres à s'engager davantage avec l'EPRM aura été évalué, le Conseil Mondial pourra alors réévaluer si c'est une initiative stratégique devant être priorisée à l'échelle mondiale à un stade ultérieur. Un examen sera présenté à la prochaine réunion du conseil mondial.

10 RAPPORT DU SOUS-COMITE EN CHARGE DE LA GOUVERNANCE

SR a fait rapport sur les travaux du sous-comité dans le cadre de la gouvernance des coalitions nationales et de l'élection du conseil mondial. Elle a présenté un projet de cadre qui identifie un ensemble de comportements et de contre-comportements associés à chacun des principes de fonctionnement de PCQVP en vue de soutenir les pratiques de bonne gouvernance parmi les coalitions nationales PCQVP. Une question a été posée sur l'un des principes de fonctionnement et si tous ou seulement certains d'entre eux sont essentiels à la bonne gouvernance de la coalition.

Il a été recommandé de regrouper les principes selon un nombre limité de catégories de la bonne gouvernance (finances, gestion, etc.) plutôt que d'utiliser les dix principes comme base du cadre. Des préoccupations ont été formulées au sujet de la charge de travail que cette approche créerait pour le Secrétariat. Dans cette optique, il a été également proposé de simplifier et de hiérarchiser la liste des

comportements de base essentiels. Une liste plus détaillée des bonnes pratiques pourrait être fournie en annexe.

Le cadre doit inclure des approches réactives (par ex. un plan d'action ou des mesures correctives lorsqu'un problème de gouvernance est détecté) ainsi que des approches dynamiques (par ex. les données de base qui peuvent être rassemblées et partagées régulièrement par les coalitions nationales). Il convient de préciser que ces principes n'ont pas pour objet d'exclure les membres de PCQVP, mais de les soutenir pour atteindre les meilleurs standards de transparence et de bonne gouvernance. Il est également important que le cadre soit suffisamment robuste pour empêcher les organisations illégitimes de se joindre à PCQVP.

Sur ces questions ainsi que d'autres, et afin d'éviter une surcharge de consultation pour les membres, il est important que les membres du Conseil Mondial procèdent à des consultations préalables aux réunions avec leurs collègues respectifs, d'identifier les principaux intrants nécessaires et de coordonner les efforts avec les propres processus de consultation du secrétariat. Lors de la prochaine réunion, le sous-comité en charge de la gouvernance présentera une proposition pour les élections du CM. Une recommandation sur le nombre optimal d'organes de gouvernance suivra l'adoption de la nouvelle stratégie mondiale de PCQVP après 2019.

11 ASSEMBLEE MONDIALE DE PCQVP DE 2019

Deux pays ont été présentés comme des hôtes potentiels de l'assemblée mondiale 2019 : Le Canada et l'Ukraine. Ces deux pays sont les mieux classés quant aux critères utilisés pour déterminer le meilleur emplacement, en tenant compte de l'accessibilité, de la facilité d'obtention de visas et des coûts locaux en particulier. Le Secrétariat a introduit l'idée d'utiliser un organisateur professionnel d'événements pour assister la coalition locale et le Secrétariat dans l'organisation et la tenue de l'Assemblée Mondiale. Il a été noté que les visas délivrés à l'arrivée devront être négociés, étant donné le nombre limité d'ambassades canadiennes ou ukrainiennes sur le continent africain.

À la suite d'une conversation dans laquelle les avantages et les inconvénients ont été débattus, il a été décidé que l'Ukraine est une option préférable, mais qu'un plan B devait être préparé si la situation du pays en matière de sécurité devait s'aggraver. JM a fait observer qu'il serait important d'avoir des critères clairs en place pour la sélection des participants à cette assemblée. Un accord s'est dégagé pour que l'assemblée mondiale ait lieu en avril 2019.

12 CONSEIL MONDIAL : BUTS COLLECTIFS DE 2018

Les participants ont discuté de leurs objectifs pour l'année prochaine. Ils ont décidé de prioriser les éléments suivants :

1. Contribuer à la bonne préparation de l'Assemblée Mondiale

Extraire La Vérité

- Identifier les bons candidats pour le prochain Conseil Mondial
 - Aider à informer, communiquer et créer des soutiens pour la stratégie de PCQVP sur 2020-2025
 - Aider à l'élaboration de l'ordre du jour et la collecte de fonds pour l'assemblée mondiale 2019
2. Pratiquer ce que nous prêchons (gouvernance)
 - Aider à l'élaboration et au pilotage du projet de cadre de gouvernance
 - Surveiller l'efficacité des membres du Conseil Mondial et intégrer les enseignements tirés dans le processus électoral pour les nouveaux membres du CM
 3. Tirer parti des points forts individuels et organisationnels respectifs pour l'exécution du mandat de PCQVP et des priorités de 2018

La possibilité d'avoir des membres suppléants désignés (ou « remplaçants ») au sein du Conseil Mondial a été examinée dans le contexte de l'élection 2019, bien qu'il ait été reconnu que la plupart des absences aux réunions étaient dues à des problèmes de visa de dernière minute et que des remplaçants n'auraient pas été en mesure d'être mobilisés à temps pour assister aux réunions dans un délai si court.

13 ÉTAPES SUIVANTES

Le Secrétariat a informé le CM de la prochaine réunion du Conseil d'Administration à Londres en décembre et a indiqué qu'un sondage Doodle sera distribué pour déterminer les dates de la réunion du CM en avril 2018. EP a encouragé les membres du CM à solliciter activement des avis pour la discussion de la stratégie 2020-2025 dans l'intervalle.

Après l'annonce du départ de JM de PCQVP, le président l'a remerciée pour sa contribution inestimable au mouvement et lui a souhaité bonne chance dans sa nouvelle vie.